



LA UNE

Pierre Melandri : le «moment unipolaire» des Etats-Unis est terminé

Par Maguy Day

A l'occasion de la sortie de son livre *Histoire des Etats-Unis contemporains*, aux éditions André Versaille, le spécialiste des Etats-Unis, Pierre Melandri, enseignant à Sciences-Po et chercheur au CERI, évoque les forces et les faiblesses du pays, au moment où il s'apprête à changer de président.

Les Etats-Unis sont-ils différents du reste du monde ?

Nombre de leurs dirigeants aiment, en tout cas, les déclarer comme tels : voués à un destin exceptionnel. C'est là le reflet d'un sentiment profondément enraciné dans l'histoire du pays. C'est la conviction intime d'avoir ouvert une ère « révolutionnaire » dans l'histoire de l'humanité.

Issus de colonies créées pour bâtir la « nouvelle Jérusalem », nés de la première guerre d'indépendance nationale contre une métropole, d'emblée fondés sur une idéologie libérale et sans passé féodal, les Etats-Unis ont très vite estimé, pour reprendre la formule de Thomas Paine, qu'il était en leur pouvoir « *de recommencer le monde* », qu'ils incarnaient un modèle à la fois unique et universel.

Evidemment, cette vision a souvent suscité le scepticisme des non-Américains comme des historiens, y compris américains. D'un côté, en effet, tous les Etats sont « différents », avec leur propre identité nationale, et les Etats-Unis n'ont rien d'exceptionnel sur ce plan. De l'autre, en dépit de la vision quelque peu idyllique que la mémoire collective en a gardé, leur histoire est loin d'avoir ignoré les affrontements, tragédies, conflits sociaux auxquels la condition humaine a toujours été associée.

L'esclavage, la ségrégation, la spoliation des terres indiennes, la répression souvent brutale des grévistes, le nativisme font partie de l'histoire de la nation. De plus, la tendance des Etats-Unis à ériger leurs valeurs en normes universalistes a pu les entraîner dans des interventions condamnables et souvent coûteuses à l'étranger, avec un effet parfois opposé à celui recherché : projeter l'image d'une nation impérialiste, poursuivant comme les autres ses seuls intérêts.

Comment expliquez-vous que les Etats-Unis considèrent qu'ils ont une place et un « rôle d'exception » dans l'histoire de l'humanité ?

Il faut tout d'abord se rappeler que tous les politiques ou presque, y compris aujourd'hui Obama et McCain, n'ont cessé d'exalter « l'exceptionnalisme » américain, d'identifier leur pays à une « *cité brillante sur la colline* », au « *dernier, au meilleur espoir de*

la terre ». « *Une des choses qui se produisent quand vous vivez à l'étranger, c'est que vous réalisez à quel point l'Amérique est quelque chose à part* », explique ainsi Barack Obama.

Ensuite, et c'est l'essentiel, l'histoire des Etats-Unis s'est largement identifiée à une « histoire à succès », faisant d'eux un pays auquel des dizaines de millions d'hommes ont rêvé d'accéder. En dépit des souffrances et injustices qui ont pu marquer leur passé, pour le plus grand nombre le « rêve » américain a paru devenir réalité. La petite nation coloniale est devenue, en l'espace d'à peine plus d'un siècle un empire continental et la première puissance économique mondiale.

Elle a préservé le monde de la menace incarnée par les totalitarismes. Elle a paru apporter le plus cinglant des démentis aux sombres prophéties du marxisme. Elle a longtemps assumé avec détermination et lucidité le leadership des démocraties industrialisées. Enfin, cette conviction de pouvoir échapper aux vicissitudes de l'histoire a parfois même fait figure de ce que les Américains qualifient de « *self-fulfilling prophecy* » : elle y a fait renaître l'espoir quand le doute, voire le désespoir, menaçaient de l'emporter.

Si l'on effectue une photographie du pays aujourd'hui, que s'en dégage-t-il ?

Le paradoxe est qu'alors même qu'elle cherchait plus que jamais à s'ériger en modèle pour le reste de l'humanité, l'Amérique a vu son système politique, économique et social perdre une grande partie de l'extraordinaire séduction que, dans les années 1950 et 1960, il pouvait exercer.

Sa vie politique est restée polarisée autour de la « *guerre contre le terrorisme* » et de questions socioculturelles (l'avortement, le mariage gay) qui ont tendu à détourner l'attention de problèmes qui ne cessaient de s'aggraver : le rôle de l'Etat, qui était censé reculer, n'a cessé de se gonfler, y compris au détriment des libertés ; un fort déficit s'est substitué à l'excédent du budget ? sans que soient pour autant dégagées les ressources nécessaires à l'entretien des infrastructures matérielles et humaines seules à même de permettre au pays de faire face aux défis d'une économie globalisée.

Ensuite, socialement, l'Amérique est beaucoup plus radicalement stratifiée qu'elle pouvait l'être il y a encore une trentaine d'années, un phénomène qui ne date pas des années Bush mais que celles-ci n'ont fait qu'aggraver. Face à quelque 20% d'Américains aisés et jouissant d'une relative sécurité (parmi lesquels les 1% des plus riches ont vu leur revenus et leur patrimoine littéralement s'envoler), plus de 12% de pauvres se retrouvent totale-



ment exclus de la « promesse » à laquelle le pays a toujours voulu s'identifier.

Entre les deux, une immense classe moyenne a éprouvé de plus en plus d'anxiété tandis que les garanties en matière d'emploi, de retraites, d'assurance-santé, bref le « contrat social » qui, dans les années 1940 et 1950, avait cimenté la société, n'ont cessé de se rétracter.

Evidemment, cette anxiété n'a pu être qu'exacerbée par les retombées de deux phénomènes qui ont entaché leur vie économique au cours des toutes dernières années. D'abord, l'envol du prix de l'essence et la prise de conscience d'une dépendance excessive des importations des produits pétroliers. Ensuite et surtout, la crise de l'immobilier qui a mis à nu les faiblesses vertigineuses du système financier et, à travers lui, les périls de la dérégulation généralisée dont l'administration Bush avait fait sa panacée.

Cela veut-il dire que nous sommes à la veille d'une nouvelle Grande Dépression ?

En général, l'histoire ne se répète jamais. Par exemple, on peut penser que les « stabilisateurs incorporés » (que les « fondamentalistes du marché » auraient tant aimé supprimer) atténueront au moins partiellement les effets du chaos financier. De plus, si les dirigeants américains ont longtemps ignoré les leçons que les années 1920 auraient dû laisser, leur réaction indique aussi qu'ils ne les ont pas totalement oubliées.

N'est-on pas en train de voir un gouvernement aussi convaincu que l'actuel que l'Etat n'était « *pas la solution mais le problème* » se rallier à un interventionnisme effréné, déversant des centaines de milliards de dollars les uns après les autres pour sauver non seulement Fannie Mae, Freddie Mac mais tous ses établissements financiers potentiellement en danger ?

Cela dit, il ne fait guère de doute que la crise sera sévère : ne serait-ce que parce que la confiance, le fondement même de la croissance, a été sapée et que l'assainissement du système financier aura fatalement des retombées négatives sur l'activité.

Les Etats-Unis ont-ils les moyens de demeurer la première puissance mondiale ?

Avec près de 50% des dépenses militaires et la création d'environ 20% du PNB mondial, les Etats-Unis ont toutes les chances de rester un temps encore la première puissance. Après tout, l'Union européenne n'est guère prête, faute de véritable consensus politique, à prendre leur relais.

Quant à la Chine, qui ne représente que 5% du PNB mondial, elle risque d'être confrontée à de graves déséquilibres tant démographiques qu'écologiques et aura besoin de temps pour donner la pleine mesure de son potentiel (évidemment énorme) sur la scène internationale.

Inversement, l'on peut dire sans trop de crainte de se tromper que le « *moment unipolaire* » que la chute de l'URSS avait paru inau-

gurer appartient au passé. Tout d'abord, échaudés par les interventions dans lesquels leurs dirigeants actuels se sont lancés, les Etats-Unis vont probablement opter pour une position plus en retrait.

Ensuite, leur puissance apparaît très en deçà de ce qu'elle était voici une quinzaine d'années. L'Irak et l'Afghanistan ont illustré les limites de ce que leur puissance militaire pouvait réaliser. Leur prestige comme première puissance financière vient d'essuyer des coups meurtriers. A la suite d'Abou Ghraib, de Guantanamo Bay comme des révélations sur les empiètements de l'Etat, aux Etats-Unis mêmes, sur les vies privées, leur image de champions des libertés a été sévèrement écornée.

Enfin, et par-dessus tout, depuis 1989-1991, la puissance a été redistribuée au fur et à mesure que des pays comme la Chine, la Russie, l'Inde ou le Brésil, s'affirmaient et que le monde paraissait progressivement renouer avec les grands équilibres qui prévalaient avant la révolution industrielle.

Bref, l'Amérique va devoir s'accommoder de l'émergence d'un système multipolaire plus chaotique et incertain où son statut de première puissance ne lui assurera qu'une influence relative, y compris sur certains des dossiers les plus critiques sur le plan géostratégique.

Quels éléments vous semblent annoncer un éventuel déclin des Etats-Unis ?

Les Etats-Unis nous ont souvent surpris : l'histoire est pleine de crises à partir desquelles ils ont su rebondir. Sans remonter très loin, contrairement à ce que leur défaite au Vietnam avait conduit certains à penser, ils ont remporté, quelques années après, une victoire historique sur le Kremlin.

Seulement, il est également difficile d'ignorer que leur redressement sous Reagan dans les années 1980 a été acquis au prix d'une fuite en avant dans l'endettement et que, loin de se révéler un simple palliatif provisoire permettant au pays de reprendre son souffle, cette propension à vivre sur de l'argent emprunté s'est accélérée. Cela a eu me semble-t-il, deux conséquences d'une réelle gravité.

Tout d'abord, pour avoir insensiblement conduits leurs concitoyens à penser qu'ils pourraient indéfiniment échapper aux contraintes, leurs dirigeants risquent d'avoir du mal à les rallier aux sacrifices que la situation ne manquera pas d'exiger. Ensuite l'envol de leur endettement extérieur ne peut pas ne pas créer de puissantes pressions. Par exemple, le souci de ne pas voir le crédit américain à l'étranger totalement s'effondrer a probablement été l'élément déterminant dans leur décision de voler au secours de Fannie Mae et Freddie Mac comme d'AIG.

Leur politique constitue-t-elle une menace pour le reste du monde ?

C'est là, évidemment, une vision entretenue par les ennemis de l'Amérique à même d'exploiter les erreurs parfois déconcertantes



de ses dirigeants. Historiquement, pourtant, la réalité a été à l'opposé. Même s'ils ont géré un ordre néo-libéral souvent injuste pour les sociétés les moins avancées, les Etats-Unis ont protégé les démocraties industrialisées du totalitarisme un demi-siècle durant après avoir sauvé, en 1917-1918, le Vieux Continent du militarisme allemand.

Et, en dépit des fautes énormes que l'équipe Bush a perpétrées, la Pax Americana que, depuis la fin de la guerre froide, Washington a fait plus ou moins régner a probablement été un moindre mal au regard du chaos lourd de dangers que sa dilution brutale pourrait engendrer.

Cependant, il est impossible d'ignorer deux choses. D'abord, d'énormes pans de l'opinion mondiale considèrent bien les Etats-Unis comme la plus grave menace pour le monde : dans certains cas, du fait d'un anti-américanisme viscéral ; dans d'autres, comme dans le monde musulman, du fait de leur soutien parfois trop systématique à Israël et de leurs liens avec des régimes corrompus et répressifs ; plus généralement, enfin, parce que leur puissance militaire, sans précédent dans l'histoire mondiale, leur donne la capacité théorique de faire beaucoup de mal.

Or, dans ses actions en Irak ou ses propos sur l'Iran en particulier, l'Administration actuelle a suggéré que l'Amérique ne s'interdisait pas d'utiliser cette puissance de façon unilatérale contre la volonté d'une grande partie de l'humanité. D'où une crainte, évidemment exagérée, de la menace que la combinaison de tant de puissance et tant d'impulsivité pourrait représenter.

L'indiscipline budgétaire et les errements en matière de politique internationale, comme en Irak, peuvent-ils durer ?

Non. En témoigne la crise financière actuelle que même la conversion à l'interventionnisme de l'administration Bush a le plus grand mal à endiguer. Du coup, il n'est pas sûr que les Américains pourront continuer à compter sur la volonté des banques centrales et des investisseurs extérieurs de financer les déficits de leurs échanges avec l'étranger. A tout le moins, ce financement aura un coût politique très élevé.

Quant à l'indiscipline en matière de diplomatie internationale, on peut considérer que si leur propension à l'unilatéralisme reste toujours une donnée (une grande puissance peut-elle se résoudre à se voir, tel un Gulliver, empêtré par les calculs de Lilliputiens pas toujours bien intentionnés ?), elle a sensiblement été atténuée depuis l'arrivée de Condoleezza Rice au département d'Etat. Dès juillet 2006, *Time* annonçait, à juste titre, la fin de la « *cowboy diplomacy* » !

Quelles traces les Etats-Unis gardent-ils de leur « péché originel », le racisme ? Quelles en seront les conséquences sur l'élection présidentielle ?

Dès la création des Etats-Unis, un hiatus fondamental s'est dessiné entre la prétention du pays à incarner la « terre des liber-

tés » et son refus de mettre un terme à l'esclavage, la négation même de ces dernières. La question raciale a été d'emblée tellement au cœur de l'identité même du pays qu'elle l'a entraîné dans une guerre civile (la « guerre de Sécession ») qui a fait plus de 600.000 morts ! Toute la tragédie est que non seulement les années de « Reconstruction » qui ont suivi le conflit n'ont pas assuré aux Noirs le viatique économique qui, seul, leur aurait donné une chance de s'intégrer à l'Amérique, mais que les conquêtes politiques auxquelles elle a été identifiée ont été rapidement balayées.

Cet abandon a ouvert la voie, à partir de la fin du XIXe siècle, au régime d'apartheid (la « ségrégation ») qui a régné aux Etats-Unis jusqu'au vote des grandes lois de 1964 et 1965. Or, s'ils ont permis l'émergence d'une classe moyenne et supérieure noire et d'indéniables progrès, ces textes n'ont pas pour autant mis un terme à la discrimination économique et sociale dont souffre une partie de la nation africaine-américaine.

D'où, chez nombre d'Africains-Américains qui se sentent laissés sur la touche un ressentiment qui a été projeté sur le devant de la campagne quand les médias se sont emparés du discours « anti-blanc » très radical du pasteur d'Obama. Ce qui a été l'occasion pour ce dernier de prononcer un superbe discours où il s'est efforcé de transcender les vieux clivages raciaux, rappelant que si l'Union n'était pas parfaite, elle n'avait cessé de se perfectionner. Et pour les démocrates ce fut l'occasion de franchir une étape historique.

En novembre, les Africains-Américains voteront sans doute plus massivement que jamais pour le candidat démocrate. Inversement, ils sont les premiers touchés par les lois restreignant le droit de vote. Surtout, il restera à voir combien d'électeurs non-Noirs, qui auraient voté pour un autre démocrate, ne voteront pas pour Obama pour la seule raison qu'il est métis.

A votre avis, quel est le ticket gagnant de novembre prochain ?

A priori, Obama part largement favori : il est très rare qu'un même parti tienne trois mandats de suite la Maison Blanche, Bush est très impopulaire, la crise économique apporte un démenti sévère à l'idéologie républicaine du « laisser-faire » et le démocrate incarne beaucoup plus que son rival républicain l'aspiration au changement dominante chez les Américains. Mais, comme le suggèrent les résultats jusqu'ici serrés des sondages, si une victoire démocrate paraît assurée au Congrès, pour la présidentielle rien n'est joué.

Combien d'Américains éprouveront, dans le secret des isoloirs, des arrière-pensées à l'idée d'envoyer un métis à la Maison Blanche ? Par ailleurs, le public se révèle très volatil : avant que la détérioration de la situation financière ne redonne l'avantage à Obama, la crise géorgienne avait joué en faveur de McCain. Bref, la situation risque de fluctuer au gré d'événements qui peuvent nous surprendre jusqu'à l'ultime moment.



Directeur de la publication : Edwy Plenel
Directeur éditorial : François Bonnet
Directrice général : Marie-Hélène Smiéjan
Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007. Capital social : 1 958 930 €. Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : en cours.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris
Courriel : contact@mediapart.fr
Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08
Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 958 930 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.